DÉPARTEMENT DES BASSES-ALPES

(Deuxième circonscription)

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

# Candidature d'Union pour la Défense de la République

## Jean CABANE Jean CURETTI

Désigné pour la deuxième fois en un an pour présenter aux électeurs bas-alpins l'appel que le Général DE GAULLE lance à notre peuple, je me présente à vos suffrages dans le cadre de l'Union pour la Défense de la République.

En 1967, dans une conjecture de paix et de prospérité intérieure vous m'avez accordé un nombre de suffrages jusqu'ici inégalé par ceux qui, avant moi, s'étaient réclamés de la Ve République. Cette confiance d'hier justifie ma fidélité d'aujourd'hui.

Depuis une année, l'oeuvre accomplie s'est précisée et étendue. Dans le domaine social elle a abouti à plus d'égalité et de ce fait à plus de justice. Source d'une discrimination insupportable, les zones de salaires ont été progressivement réduites avant d'être totalement supprimées, la garantie de la Sécurité sociale a été étendue à toutes les catégories professionnelles. Attachée à la paix intérieure, la Ve République a concouru à apaiser les conflits du passé mais bien que largement esquissée l'amnistie que je réclamais déjà l'an dernier devrait être étendue désormais à tous sans exception et l'indemnisation de nos compatriotes d'Afrique réalisée dans l'intégralité des droits acquis.

Le Marché commun doit offrir à l'industrie et surtout à l'agriculture des Basses-Alpes des occasions de développement négligées jusqu'ici. L'industrie hôtelière, la production d'essence de lavande et de lavandin, l'élevage du cheptel ovin devraient connaître un développement plus rapide et un rendement plus rémunérateur si des initiatives dynamiques étaient prises dans le département.

Cependant cette marche vers le progrès paraît, aujourd'hui remise en cause. Depuis le début du mois de Mai des troubles graves suscités par des minorités agissantes ont paralysé le Pays. Dans ces circonstances favorables le Parti communiste, avec la complicité de ses alliés de la Fédération et de leur chef François Mitterand, a tenté sans vergogne, de s'emparer du Pouvoir par la force. Méprisant les règles les plus élémentaires de la démocratie, oublieux de tout ce que représente la République, les partisans de l'opposition sont allés jusqu'à vouloir intimider le peuple et chasser ses gouvernants légitimes.

Cette entreprise peut renaître d'un jour à l'autre. C'est pourquoi j'appelle à se grouper pour la défense de la République les démocrates et les patriotes de toutes nuances attachés par dessus leurs préférences particulières aux notions de liberté et de justice.

Dans ce but j'ai demandé à Jean CURETTI, candidat du Centre démocrate en 1967, de se joindre à moi en qualité de suppléant. L'Union que nous avons réalisée devra s'étendre à tous ceux qui partagent nos craintes devant les violences d'hier et nos espérances à l'égard des réformes de demain.

La voie définie par le Président de la République conduit désormais à une participation plus grande de tous les Français aux décisions qui les concernent. Cette participation implique la réforme des entreprises par une association plus large des travailleurs à leur gestion et à leurs résultats. Elle conduit à une transformation radicale de l'enseignement et des institutions universitaires qui n'ont guère changé depuis Napoléon et Jules Ferry. Elle ne se conçoit cependant que dans l'égalité de toutes les catégories sociales et en particulier de celles qui ne doivent pas être pénalisées pour leur refus de recourir à l'action directe comme c'est le cas des agriculteurs et des petits commerçants. Cet effort de participation doit offrir à la jeuneese l'occasion d'imprimer un dynamisme grandissant à notre Société sans que soient négligés les droits des personnes âgées trop oubliées au cours des derniers jours.

Mais par dessus tout les transformations souhaitées ne peuvent s'accomplir que dans la paix : la paix extérieure que la France favorise de tous ses efforts mais aussi et surtout la paix civile si brutalement remise en cause depuis peu dans une floraison de drapeaux rouges ou noirs.

Les élections législatives de 1968 n'ont pas de précédent dans l'histoire politique de notre Pays. De leur résultat tout peut dépendre : le progrès ou la ruine, la paix ou la guerre, la liberté ou la dictature. C'est à tous ceux qui restent fidèles au drapeau tricolore et à l'idéal qu'il symbolise que s'adresse l'Union pour la Défense de la République. En rejetant l'entreprise communiste et la complicité que lui ont apportée les élus de la Fédération les électeurs seront les meilleurs défenseurs de leurs droits essentiels. En envoyant au Parlement des hommes de progrès et de renouveau, ils contribueront à donner à la République d'aujourd'hui un caractère plus ouvert et plus réformateur.

Alors que le peuple français était sur le point d'en être privé, le Général DE GAULLE lui a rendu la parole. C'est une occasion qui ne doit pas être perdue.

Vive les Basses-Alpes !
Vive la République !
Vive la France !

JEAN CABANE
*Administrateur civil*
*Diplômé d'Études Supérieures de Droit*
*Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris*
*Ancien élève de l'École Nationale d'Administration*
*Chevalier de l'Ordre National du Mérite*
*Croix de la Valeur Militaire*
*Chevalier des Palmes académiques*

Suppléant : JEAN CURETTI
*Maire de Montfuron*

*Vu, les Candidats*

IMP. AUPHAN MANOSQUE